



Canicule : la France en alerte rouge, l'audiovisuel public aussi

Le congrès triennal du SNJ CGT FTV s'est tenu à Montreuil du 23 au 25 juin 2026, pendant la pire canicule jamais enregistrée en France, à cette période. Des températures extrêmes ont été constatées partout dans le pays, atteignant par endroit 40 à 45 degrés.

Face à cette situation, les journalistes et France Télévisions peuvent jouer un rôle très important.

D'abord, en pratiquant un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique, le SNJ CGT FTV étant d'ailleurs signataire de la charte du même nom.

Cela suppose un plan de formation ambitieux et rapide de l'ensemble des rédactions aux enjeux climatiques. A ce jour, seuls 520 journalistes sur 2500 ont pu être formés en 3 ans. C'est encore insuffisant.

Face aux canicules, inondations et autres catastrophes, il faut pouvoir faire le lien avec les causes de ces dérèglements, les responsabilités politiques, mais aussi traiter les solutions concrètes pour limiter l'ampleur du réchauffement de la planète.

Nous ne voulons plus voir de reportage sans recul critique sur les navires de croisière¹ transportant plus de 6000 passagers en émettant des quantités massives de CO2, alors que la France étouffe et que la chaleur tue partout en France.

En juin 2025, la direction de France Télévisions organisait une convention sur le climat et l'environnement, qui n'a pour l'instant pas encore débouché sur un plan d'action.

Nous pourrions pourtant faire beaucoup : nos médias pourraient constituer de très puissants leviers pour la prise de conscience et pour informer sur les changements profonds de nos modes de vie, de production et de consommation qui permettraient d'échapper au scénario du pire.

De par son échelle, France Télévisions a aussi un impact sur son environnement. Or, pour l'instant, aucune mesure de grande ampleur n'a été engagée, par exemple sur nos achats ou bien sur les passoires thermiques qui sont nombreuses dans nos implantations.

Cette inaction, nous la relient aux attaques permanentes subies par l'audiovisuel public ces dernières années, aux coupes budgétaires d'une ampleur jamais vues que nous subissons, avec pour effet l'abandon d'une partie de nos émissions et de nos productions.

¹ Voir le JT de 20h du 23 juin 2026 sur France 2

Comment, dans ce contexte, réaliser les investissements nécessaires, par exemple, à la rénovation des bâtiments ou à l'installation de bornes de rechargement des véhicules électriques dans les antennes de France Télévisions ?

L'extrême-droite, qui se trouve désormais aux portes du pouvoir, prône la suppression pure et simple de l'audiovisuel public.

Ce serait une catastrophe pour l'information en général, et pour l'information sur les enjeux climatiques en particulier.

Alors que notre présidence a choisi d'anticiper sur le démantèlement du service public en proposant au gouvernement trois scénarios qui prévoient tous l'abandon d'une partie de notre périmètre ou de nos missions, le SNJ CGT revendique au contraire une ambition renforcée pour l'audiovisuel public.

Nous demandons à la direction de France Télévisions de défendre nos moyens, notre périmètre, et la mise en place d'un plan d'action pour l'adaptation de l'entreprise aux enjeux climatiques et environnementaux.

Nous demandons à l'ensemble des élus de la République de défendre l'audiovisuel public, son périmètre et ses moyens pour lui permettre de jouer un rôle actif dans la transformation de la société qui seule permettra de limiter le dérèglement climatique.

Montreuil, le 25 juin 2026